

Borloo continue d'artificialiser le territoire

14 septembre 2010 / [Stephen Kerckhove](#) et [Olivier Louchard](#)

En promouvant la construction de nouvelles autoroutes, le ministre de l'Ecologie accélère l'artificialisation du territoire, qui dévore 236 hectares par jour.

A quelques semaines de la date anniversaire du Grenelle, quelques esprits chagrins dont nous sommes s'émeuvent de l'empilement de décisions « *contre-nature* », notamment en matière d'infrastructures routières et autoroutières.

A mille lieues du fameux « *esprit du Grenelle* » qui était censé influencer toutes les décisions gouvernementales dans un sens plus écologique, nous constatons avec colère que la petite phrase du chef de l'Etat, « *L'environnement, ça commence à bien faire !* », a eu pour effet de refermer précipitamment le « *petit livre vert du Grenelle* ».

L'écriture diplomatique du Grenelle annonçant un « *changement de paradigme* » en matière d'infrastructures de transport était conditionnée à une série d'exceptions et périphrases alambiquées qui autorisent aujourd'hui le ministre de l'Ecologie à s'afficher

comme le chantre de l'écologie tout en ayant les pieds dans le bitume. Nous sommes ainsi fondés à nous inquiéter ouvertement des coups de canif qui se sont multipliés en trois ans.

Abandon de la Contribution Climat-Energie, report de la Taxe Poids Lourds, publication d'un décret autorisant la circulation des camions de 44 tonnes sur les routes françaises, abandon programmé du fret ferroviaire de proximité, non opposabilité de la trame verte et bleue... cet amoncellement de décisions irresponsables ne peut que justifier notre légitime courroux.

A la veille d'une nouvelle réunion de « *concertation* » précédant l'adoption d'un Schéma national des infrastructures de transport (SNIT) qui fait la part belle à une relance massive du programme routier et autoroutier français, notre désarroi et notre colère sont à la hauteur des nuisances environnementales occasionnées.

Au cœur de l'été, le ministre de l'Ecologie a en effet présenté un avant-projet de SNIT (soumis à une concertation cosmétique) incluant pas moins de dix-neuf projets routiers/autoroutiers, représentant 879 km de voies nouvelles auxquels il faut ajouter 287 km des projets déclarés d'utilité publique, soit une extension très nette du réseau existant.

Bien que le ministère de l'Ecologie ait eu l'habileté de noyer ces 19 projets dans un flot d'autres projets notamment ferroviaires ou maritimes, afin que l'enveloppe dédiée aux nouvelles autoroutes ne représente plus « *que* » 4,5% (soit quand même 7,4 milliards d'euros) du total des investissements dédiés aux nouvelles infrastructures de transport, ce tour de prestidigitateur ne peut durablement nous induire en erreur. En effet, nombres de projets ferroviaires comme la traversée centrale des Pyrénées ne sont référencés dans ce SNIT que pour gonfler artificiellement l'enveloppe globale et réduire la part bien réelle des investissements dédiés à la route...

Mais il y a pire. En proposant une relance massive du programme routier hexagonal, le ministre de l'Ecologie s'affranchit ouvertement des contraintes climatiques et énergétiques et de son impact sur la fragmentation et l'artificialisation des milieux

écologiques ! Pourtant, une étude menée pour le compte du ministère de l'Agriculture indique qu'entre 2006 et 2009, les espaces artificialisés ont progressé de 1,9 % par an, pour représenter 9 % du territoire en 2009 (1). « *L'avancée des sols artificialisés semble s'accélérer sur les dernières années* », souligne l'étude, alors que « *les autres espaces, agricoles et naturels, perdent 236 hectares par jour* ». Chaque autoroute crée une coupure écologique, empêchant le brassage des espèces et nuit ainsi à cette biodiversité d'une richesse inestimable.

En favorisant un déplacement exclusivement motorisé dépendant des ressources pétrolières, l'Etat proroge ainsi un modèle de développement insoutenable pour notre avenir, notre planète et les générations futures. En accroissant le réseau routier de 1166 km, l'Etat favorise une concurrence « *non libre et faussée* » au bénéfice du fret routier et des automobilistes ! Incidemment, il permet aux sociétés d'autoroutes d'augmenter encore leur marge net qui s'établit pour certaines d'entre-elles à plus de 18% pour le premier semestre 2010 ! Par delà les propos grandiloquents qui rythment la plupart des discours ministériels, il est à noter que la part modale du fret ferroviaire et fluviomaritime, qui devait passer de 14% en 2006 à 17,5% d'ici à 2012 est actuellement de... 12% ! Itinéraire d'un échec annoncé ! La décision d'autoriser la circulation de camions de 44 tonnes dans le secteur agricole et celui de l'agro-alimentaire va ainsi encore accroître la rentabilité du fret routier de plus de 10% tout en entraînant par ailleurs une dégradation des routes que certains experts évaluent à plus de 500 millions d'euros par an, charge très certainement supportés par les départements !

« *Gouverner, c'est prévoir* », affirmait déjà Emile de Girardin au milieu du 19^e siècle. Or, les limites écologiques nous imposent à toutes et tous d'anticiper le renchérissement du coût des matières premières. Les récentes crises économiques qui ont touché notre pays ont eu un effet direct sur l'état du trafic routier particulièrement sensible au prix des carburants. En 2009, par exemple, le trafic routier a pour la première fois baissé. En externalisant ses coûts sociaux et environnementaux, la route devient « *rentable* » à court terme... en attendant que d'autres finissent par payer la facture écologique !

La disparition inéluctable du pétrole à bas coût doit nous inciter à repenser profondément notre système de transport et cette mobilité si caractéristique de ce début de millénaire qui confine parfois au « *bougisme* ». En multipliant les infrastructures routières et autoroutières, le gouvernement entend rester sourd au « *changement de paradigme* » qu'il annonçait pourtant lyriquement durant le Grenelle de l'environnement. Il est plus que temps de mettre un terme au hiatus existant entre le dire et le faire. Il est urgent de tourner la page de l'écologie hors-sol, où les grands discours n'auraient vocation qu'à cacher la faiblesse des actes. Le déterminisme environnemental impose sa loi, quelque soit les illusions productivistes, quelque soit l'incurie de nos décideurs politiques. L'heure est venue d'oser vraiment le changement. Non pas en parole mais en actes !

.....

Note :

(1) *Agreste Primeur*, n° 246, juillet-août 2010, "L'utilisation du territoire entre 2006 et 2009". Voir : <http://www.agreste.agriculture.gouv...>

Source : <http://www.hns-info.net/spip.php?ar...>

Les auteurs : Stéphane Kerckhove est délégué général d'Agir pour l'Environnement ; Olivier Louchard est directeur du Réseau Action Climat France.

Lire aussi : *SNIT : le faux train cache les vraies autoroutes*

<http://www.reporterre.net/spip.php?...>

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Borloo-continue-d-artificialiser>